

d'un chemin de fer à travers cette contrée. Ce sera autant que le pays pourra faire que de construire le chemin promis dans l'arrangement pris avec la Colombie-Britannique et le Manitoba, et nos premiers efforts doivent d'abord être tournés vers l'accomplissement de nos promesses.

La construction du chemin du Pacifique est une des conditions de l'entrée de la Colombie-Britannique dans la Confédération canadienne, et, avant de prendre d'autres engagements d'importance, avant de disposer des terres publiques du Nord-Ouest, nous devons nous acquitter de cette condition.

Le pouvoir de construire indéfiniment des chemins de fer à la seule condition que ces chemins ne soient pas à une distance de moins de quarante milles les uns des autres, ne devrait pas être laissé au public; chaque nouveau projet devrait être soumis à l'approbation du gouvernement, et je ne vois pas que celui-ci se soit réservé ce droit de sanction.

Si des gens déposent cinq ou dix pour cent du prix de revient, les neuvièmes de l'argent nécessaire à la construction de ces chemins seront fournis par le gouvernement fédéral soit en argent soit en effets publics.

Il n'est pas bon que le gouvernement mette ainsi à la disposition d'un nombre indéterminé de personnes ou de compagnies une grande partie du domaine public. Je suis d'autant plus surpris qu'il en soit ainsi, qu'aussitôt que l'ancien gouvernement proposa d'affecter une grande quantité de terres publiques à la construction du chemin du Pacifique, les honorables messieurs de la droite actuelle jetèrent les hauts cris par tout le pays, et déclarèrent à maintes reprises à la Chambre que le gouvernement d'alors était sur le point d'empêcher l'immigration de venir s'établir chez nous, et qu'il cherchait à mettre le pays entre les mains des spéculateurs.

Je comprends que si le gouvernement construit le chemin de fer du Pacifique, et j'espère que tel est son intention, car l'intérêt du pays le demande, les terres publiques doivent être mises à contribution pour cette fin; mais je ne comprends pas pourquoi le Parlement se priverait, en passant ce bill, du droit de prendre con-

naissance de chaque nouvelle charte et de décider de la subvention à accorder à chaque nouveau chemin.

Je ne comprends pas pourquoi on adopterait pour le Nord-Ouest une politique différente de celle qui a toujours été satisfaisante dans les provinces situées.

L'honorable député de Selkirk dit que la question n'est pas la même qu'elle se trouvait être pour le chemin du Pacifique, parce que celui-ci devait traverser une contrée où les terres sont comparativement sans valeur.

Assurément, la chose est vraie jusqu'à un certain point, mais l'honorable député a oublié que d'après l'acte en question, les terres concédées pouvaient être choisies parmi les terres fertiles.

M. SMITH (Selkirk).—Il serait impossible de trouver la quantité de terres nécessaires près de la ligne du Pacifique.

M. POPE (Compton).—J'admets qu'il serait peut-être impossible d'en trouver suffisamment dans le voisinage du chemin de fer du Pacifique; mais ces terres pouvaient être choisies n'importe où dans la région des terres fertiles, et dès lors l'argument de l'honorable monsieur tombe de lui-même.

L'honorable député de Norfolk dit qu'il pourrait construire un chemin de fer de la rivière Rouge au lac Supérieur, et le payer en argent.

Je ne suis pas opposé à ce qu'on paie le chemin en argent si c'est nécessaire, mais ce n'est pas une raison pour que nous gaspillons les terres publiques au lieu de tâcher d'en retirer quelque chose.

Telle était la politique de l'ancien gouvernement, qui déclarait à la Chambre et au pays qu'il était disposé à donner \$30,000,000 et 50,000,000 d'acres de terres pour la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique, se réservant chaque section alternative pour se refaire, par leur vente, de la somme d'argent avancée. Les honorables messieurs de la gauche d'alors déclarèrent que le gouvernement ne serait jamais capable de vendre ces terres, que l'immigration serait arrêtée, que les terres publiques seraient mises entre les mains des spéculateurs; que le chemin coûterait \$200,000,000, et